

**Assemblée générale**

Soixante-dixième session

Documents officiels

Distr. générale
28 octobre 2015
Français
Original : anglais

Sixième Commission**Compte rendu analytique de la 9^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 16 octobre 2015, à 15 heures

Président : M. Holovka (Vice-Président) (Serbie)*Puis :* M. Charles (Président) (Trinité-et-Tobago)**Sommaire**

Point 80 de l'ordre du jour : Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts
en mission des Nations Unies


Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

15-17964X (F)



Merci de recycler 



En l'absence de M. Charles (Trinité-et-Tobago), M. Holovka (Serbie), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 heures.

Point 80 de l'ordre du jour : Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies (A/70/208)

1. **M. Gharibi** (République islamique d'Iran), parlant au nom du Mouvement des pays non alignés, dit que le Mouvement attend avec intérêt la poursuite par la Sixième Commission de l'examen du rapport du Groupe d'experts juridiques sur la question de la responsabilité des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies ayant commis des infractions pénales dans le cadre d'opérations de maintien de la paix (A/60/980). Il relève que la stratégie globale d'assistance et d'appui aux victimes d'exploitation et d'abus sexuels par des fonctionnaires des Nations Unies et agents assimilés contribuera à atténuer les souffrances des victimes tout en leur fournissant un appui social, des services juridiques et des soins médicaux. Il souligne également qu'il faut appliquer la résolution 61/291 de l'Assemblée générale dès que possible afin de renforcer les mécanismes de mise en œuvre de la responsabilité et les droits de la défense dans le cadre des enquêtes sur les actes d'exploitation et d'abus sexuels.

2. L'application intégrale par tous les États Membres des résolutions 62/63, 63/119, 64/110 et 65/20 de l'Assemblée générale pourrait contribuer à combler les éventuels vides juridiques. Ultérieurement, on pourrait procéder à un état des lieux pour déterminer s'il est nécessaire que l'Assemblée générale prenne de nouvelles mesures. En effet, si d'importantes mesures directives et correctives ont été arrêtées, encore faut-il les appliquer.

3. Il est encore prématuré de discuter d'un projet de convention sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. Pour le moment, la Commission doit se concentrer sur les questions de fond et renvoyer les questions de forme à un stade ultérieur.

4. **M. Fornell** (Équateur), parlant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit que toute faute, en particulier de caractère délictueux, commise par des fonctionnaires en mission des Nations Unies est

totalement inacceptable et ne doit jamais rester impunie. De telles infractions causent un préjudice considérable aux victimes tout en portant atteinte à la réputation de l'Organisation des Nations Unies. La Communauté remercie le Secrétaire général de ses rapports sur la question (A/70/208 et A/69/779). Toutefois, il est clair que la communauté internationale doit faire davantage pour que l'impunité ne soit jamais tolérée en ce qui concerne ces infractions.

5. La Communauté se félicite des efforts que fait le Secrétaire général pour réagir aux allégations d'exploitation et d'abus sexuels commises sur la personne d'enfants par des membres du personnel des Nations Unies et elle suivra de près l'évolution de la situation en ce qui concerne cette initiative.

6. La Communauté prend note en particulier des informations figurant dans les sections IV et V du rapport du Secrétaire général (A/70/208) concernant la notification à l'État de nationalité des intéressés des allégations crédibles et au renforcement de la formation aux normes de conduite en vigueur aux Nations Unies. La Communauté encourage l'Organisation à continuer d'appliquer ses politiques conformément à la résolution 66/93 de l'Assemblée générale.

7. La Communauté prend note de ce que fait le Secrétariat pour normaliser le processus de notification aux États Membres d'allégations graves de faute mettant en cause du personnel en uniforme déployé en qualité d'experts en mission. Le même processus devrait également être suivi pour les incidents mettant en cause des fonctionnaires et experts en mission civils des Nations Unies. La Communauté exhorte aussi les États auxquels des affaires ont été renvoyées à y donner la suite qui convient et à informer le Secrétaire général des mesures prises, y compris le cas échéant, des poursuites engagées.

8. La Communauté réaffirme qu'elle est gravement préoccupée par les cas d'exploitation et d'abus sexuels signalés par le Secrétaire général (A/70/357). Elle appuie pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation dans de tels cas, et souligne qu'il faut observer l'état de droit dans sa mise en œuvre. Elle souligne que le Secrétaire général et tous les États Membres ont la responsabilité partagée de prendre toutes les mesures possibles pour prévenir et réprimer les infractions pénales commises par des personnes

travaillant pour les Nations Unies et faire respecter les normes de conduite à cet égard.

9. Les questions touchant les enquêtes et la réunion des éléments de preuve doivent aussi être examinées plus avant. L'évaluation et l'examen des éléments de preuve durant les procédures administratives et judiciaires doivent toujours se faire en ayant à l'esprit les intérêts des victimes de même que les droits de la défense. Il importe que le personnel des Nations Unies se conforme aux directives générales concernant les normes de conduite qu'il est censé respecter, y compris celles établies dans les documents A/67/775 et A/67/828.

10. **M. Joyini** (Afrique du Sud), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit qu'il est regrettable que le Secrétariat n'ait pas reçu d'observations des États au sujet du paragraphe 8 de la résolution 69/114 de l'Assemblée générale, dans lesquels les États Membres étaient invités à faire des observations supplémentaires sur le rapport du Groupe d'experts juridiques (A/69/980), notamment en ce qui concerne les mesures à prendre à l'avenir.

11. Le Groupe des États d'Afrique appuie la politique de tolérance zéro en ce qui concerne les infractions pénales, en particulier lorsqu'il s'agit d'abus et d'exploitation sexuels commis par des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies. La responsabilité pénale est un pilier de l'état de droit et est garante de l'intégrité et l'efficacité de l'Organisation. Le Groupe des États d'Afrique encourage les États Membres à exercer leur compétence lorsqu'ils le peuvent pour que les infractions pénales ne restent pas impunies. L'existence de vides juridiques s'agissant d'engager la responsabilité des auteurs d'infractions aboutit à la criminalité, en particulier lorsque l'État hôte n'est pas en mesure d'exercer sa compétence pénale à l'égard du suspect, et lorsque l'État de nationalité de celui-ci ne peut exercer sa compétence pour connaître d'infractions commises sur le territoire de l'État hôte. Les mesures correctives adoptées par l'Assemblée générale dans plusieurs résolutions, si elles sont correctement mises en œuvre, pourraient remédier à ce problème. Le Groupe des États d'Afrique félicite l'Organisation des efforts qu'elle fait pour renvoyer les allégations d'infractions graves à l'État de nationalité concerné.

12. Le Groupe des États d'Afrique se félicite des mesures qui sont prises pour former le personnel aux normes de conduite des Nations Unies, tout comme de l'assistance technique fournie par l'Organisation aux États Membres qui le demandent aux fins de parfaire leur législation pénale relative aux infractions graves. Les États doivent coopérer dans le cadre des enquêtes pénales ou des procédures d'extradition en ce qui concerne les infractions graves commises par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies.

13. **M^{me} Aching** (Trinité-et-Tobago), parlant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que la Communauté est consciente de la contribution inestimable qu'apportent les fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies à la réalisation des buts et principes de la Charte des Nations Unies. Dans la région de la CARICOM, l'État d'Haïti a considérablement bénéficié des activités de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), qui s'est employée à rétablir la sécurité et la stabilité, à promouvoir le progrès politique, à renforcer l'état de droit et à promouvoir et protéger les droits de l'homme.

14. La CARICOM demeure toutefois profondément préoccupée par les allégations de faute et d'abus sexuels sur la personne de femmes et d'enfants dans le cadre d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies, car ces actes constituent des violations graves du droit international et portent atteinte à la crédibilité de l'Organisation. Les auteurs de ces infractions odieuses devraient être tenus responsables de leurs actes, conformément à la résolution 69/114 de l'Assemblée générale. Les États doivent établir leur compétence pour connaître des infractions commises par leurs nationaux au service de missions de maintien de la paix. Un ensemble de règlements et de règles régissant la conduite et le traitement des experts et fonctionnaires en mission des Nations Unies contribuerait également à garantir que ceux qui, par leur conduite sur le terrain, ternissent l'image des Nations Unies soient amenés à rendre des comptes.

15. La Communauté félicite le Secrétaire général de promouvoir une politique de tolérance zéro, qui devrait contribuer à restaurer la foi et la confiance dans le système des Nations Unies. De plus, la formation des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies s'agissant de l'obligation de respecter la législation nationale de l'État hôte et les normes de conduite des

Nations Unies est importante pour remédier à ce problème.

16. **M^{me} Mezdrea** (Observatrice de l'Union européenne), parlant au nom des pays candidats, l'Albanie, le Monténégro, la Serbie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Turquie, du pays membre du processus de stabilisation et d'association, la Bosnie-Herzégovine et, en outre, de la Géorgie, du Lichtenstein, de la Norvège, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que sa délégation appuie vigoureusement la politique de tolérance zéro à l'égard des infractions commises par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies et, plus généralement, une approche cohérente de l'établissement de l'« ère de responsabilité », en particulier lorsque des infractions graves sont commises.

17. L'Union européenne appuie sans réserve l'initiative Les droits avant tout et se félicite des mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les abus sexuels exposées dans le rapport du Secrétaire général (A/69/779). En ce qui concerne les allégations récentes d'exploitation et d'abus sexuels aux mains de soldats de la paix des Nations Unies en République centrafricaine, elle prend note des mesures correctives prises par l'Organisation et pense avec le Secrétaire général qu'il faut faire beaucoup plus face à ces actes inacceptables. Les allégations doivent être rapportées, les enquêtes doivent être rapides et approfondies et les auteurs d'infractions punis.

18. L'Union européenne appuie également l'appel à un leadership fort et à un sens aigu des responsabilités figurant dans le rapport. Elle se félicite de la constitution d'équipes d'intervention immédiate, de l'imposition de sanctions rigoureuses et de l'envoi aux missions de directives détaillées sur les normes et procédures à suivre pour alerter le Siège de l'ONU. Elle se félicite aussi de l'intention d'établir un dialogue avec les populations touchées et de créer un programme d'assistance aux victimes doté de ressources suffisantes, entre autres mesures visées dans le rapport.

19. Pour être effective, la mise en œuvre du principe de responsabilité repose sur la coopération entre les États et avec l'Organisation aux fins des enquêtes sur les allégations de faute et d'infractions commises par du personnel national. L'Organisation doit informer rapidement l'État de nationalité de la personne accusée et consulter cet État pour établir la compétence

nécessaire en matière d'enquête et de poursuites le cas échéant. Si c'est aux États eux-mêmes qu'il incombe au premier chef de traduire les auteurs d'infractions en justice, la Cour pénale internationale devrait exercer sa compétence lorsque les conditions requises sont réunies et que les autorités nationales ne peuvent pas ou ne veulent pas engager des poursuites contre les auteurs des crimes les plus graves.

20. La délégation de l'Union européenne continue d'appuyer la stratégie double combinant mesures à court terme et mesures à long terme pour remédier aux lacunes juridictionnelles. Sur le long terme, l'Union européenne demeure prête à examiner une proposition visant la mise en place d'un cadre juridique international complet qui clarifierait les circonstances dans lesquelles les États Membres pourraient exercer leur compétence, et les catégories d'individus et d'infractions assujetties à cette compétence.

21. **M^{me} Stener** (Norvège), parlant au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède), dit que si l'immense majorité des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies fait des sacrifices personnels au service de l'intérêt commun des États Membres, quelques-uns commettent des infractions graves alors qu'ils sont en mission. Que ces infractions soient portées à la connaissance du public ou non, l'impression qu'une fenêtre d'impunité subsiste demeure un problème grave en ce qui concerne la crédibilité de l'Organisation et ses relations avec les populations locales.

22. La délégation norvégienne s'inquiète de ce que l'Organisation des Nations Unies n'ait reçu que peu de réponses des États indiquant comment ils avaient donné suite au plan interne aux allégations de faute qui leur avaient été notifiées. Un tour d'horizon des rapports soumis par les États depuis 2007 montre que, bien que jusqu'à 84 cas d'infractions pénales aient été portés à l'attention des États d'envoi, ceux-ci n'ont fourni des informations sur la suite leur ayant été donnée que dans 15 cas. De plus, le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix des Nations Unies souligne dans son rapport (A/70/95-S/2015/446) qu'après dix ans de lutte systématique par l'Organisation contre l'exploitation et la violence sexuelles dans les opérations de paix, de graves irrégularités persistent.

23. Le moment est venu de renforcer le libellé de la résolution sur le sujet, conformément aux

recommandations faites par le Groupe dans son rapport. La résolution de l'année en cours devrait prier les États Membres de fournir au Secrétariat des informations sur la suite donnée par leurs juridictions nationales aux affaires qui leur ont été renvoyées. Ces informations devraient concerner non seulement les affaires renvoyées dans l'année du rapport, mais aussi celles signalées les années précédentes. Il est temps que le rapport du Secrétaire général désigne les États qui ne fournissent pas d'informations sur les mesures prises au plan interne pour donner suite aux allégations de faute qui leur sont signalées.

24. **M. O'Sullivan** (Australie), parlant également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande, dit que seuls quelques fonctionnaires et experts en mission commettent des infractions dans l'exercice de leurs fonctions, par rapport au grand nombre de ceux qui exécutent les activités de l'Organisation conformément aux normes de conduite les plus élevées. Ce petit nombre met néanmoins en cause la réputation, la crédibilité, l'impartialité et l'intégrité de l'Organisation des Nations Unies. Ne pas amener ces quelques-uns à rendre des comptes risque de nuire aux relations entre l'Organisation et les populations locales, ainsi que de compromettre le succès des opérations et les efforts faits plus généralement pour promouvoir l'état de droit, la sécurité, le développement et les droits de l'homme.

25. Les trois délégations notent que, selon le rapport du Secrétaire général (A/70/208), le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité le cas de 22 fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies pour enquête et éventuellement poursuites. Elles se félicitent de ce que le Secrétariat demeure prêt à fournir une assistance dans tous ces cas. Elles notent également les efforts que font les États Membres pour établir leur compétence pour connaître des infractions graves commises par leurs fonctionnaires et experts en mission et félicitent les États qui ont agi pour faire en sorte que leurs nationaux puissent, si nécessaire, faire l'objet d'enquêtes et de poursuites. Elles demandent aux États d'informer l'Organisation en temps voulu des progrès réalisés et du résultat des mesures prises pour enquêter sur ces infractions et en poursuivre les auteurs.

26. Comme il vaut mieux prévenir que guérir, les trois délégations appuient également la formation des soldats et des policiers afin qu'ils puissent contribuer pleinement et efficacement aux opérations de maintien

de la paix. L'Organisation devrait suivre régulièrement, et à un niveau élevé, les renvois aux États de nationalité, car elle doit faire tout son possible pour encourager les États à s'acquitter de leurs responsabilités.

27. Les trois pays exhortent le Secrétariat à tirer les leçons qui s'imposent des allégations d'exploitation et d'abus sexuels en République centrafricaine et soulignent la nécessité de rendre compte pleinement et comme il convient de ces allégations au sein du système des Nations Unies. Un système rationnel de communication de ces informations nécessite l'application intégrale de la circulaire du Secrétaire général (ST/SGB/2005/21) relative à la protection des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés.

28. Les trois pays appuient dans son principe la proposition visant à élaborer une convention exigeant des États Membres qu'ils exercent leur compétence pénale à l'égard de leurs nationaux participant à des opérations des Nations Unies à l'étranger. Il serait également utile de disposer d'informations plus détaillées concernant la portée et l'ampleur des allégations formulées contre les différents types de personnel des Nations Unies et sur la suite qui leur a été donnée par l'Organisation ou par les autorités nationales compétentes.

29. **M^{me} Rodríguez Pineda** (Guatemala) dit que les infractions commises par des fonctionnaires et experts en mission ne peuvent rester impunies, étant donné en particulier la nature des fonctions des intéressés et la vulnérabilité particulière des victimes. Le problème juridique fondamental tient au fait que, d'une part, le statut juridique du personnel des Nations Unies – y compris certaines immunités – peut aider ce personnel à se soustraire à la compétence pénale de l'État hôte et que, d'autre part, l'Organisation des Nations Unies ne peut prendre que des mesures disciplinaires contre son personnel, n'étant pas en mesure d'exercer une compétence pénale.

30. La délégation guatémaltèque souhaite soulever plusieurs questions aux fins des travaux du Groupe de travail. Premièrement, le Groupe de travail devrait se demander s'il est nécessaire de réévaluer le mandat conféré à la Sixième Commission sur la base du rapport du Groupe d'experts juridiques (A/60/980, par. 11), aux termes duquel les recommandations qui y

figurent devraient s'appliquer à toutes les personnes affectées à une opération de maintien de la paix, quel que soit le département, l'organe à administration distincte ou encore le programme les y ayant affectés. Il serait utile d'élargir le débat au reste du personnel des Nations Unies, en poste au Siège ou sur le terrain, dans le contexte de l'examen des opérations de paix.

31. Deuxièmement, la délégation guatémaltèque est extrêmement préoccupée par le fait que 2 des 22 affaires d'exploitation et d'abus sexuels renvoyés aux États de nationalité pour enquête et éventuellement poursuites durant la période couverte par le rapport du Secrétaire général (A/70/208) concernent des mineurs. Le Guatemala condamne vigoureusement de tels actes et demande que la politique de tolérance zéro de l'Organisation soit appliquée. Troisièmement, la Commission devrait coordonner ses activités avec celles des Quatrième et Cinquième Commissions dans le contexte des processus d'examen et de réforme en cours. Des mesures doivent être prises pour remédier aux faiblesses du Bureau des services de contrôle interne, en particulier en ce qui concerne le traitement des accusations d'exploitation et d'abus sexuels en République centrafricaine. Il est nécessaire de renforcer les programmes de partage de l'information et de protection des lanceurs d'alerte, d'imposer des mesures disciplinaires rigoureuses et d'examiner plus avant la possibilité de lever l'immunité diplomatique.

32. Enfin, la représentante du Guatemala dit que les nombreux rapports relatifs à des cas de faute ne permettent toujours pas de diagnostiquer complètement le problème. Pour envisager des mesures supplémentaires, des mécanismes améliorés et plus cohérents de communication de l'information sont nécessaires.

33. *M. Charles (Trinité-et-Tobago) prend la présidence.*

34. **M. Waweru** (Kenya) dit qu'il est extrêmement important que les infractions commises par des personnes affiliées aux Nations Unies fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites appropriées en temps voulu, conformément aux diverses conventions sur les relations, privilèges et immunités diplomatiques. Le Kenya appuie la politique de tolérance zéro, en particulier en cas d'exploitation et d'abus sexuels.

35. Le Kenya a récemment renforcé sa gouvernance et son système de justice pénale suite à la promulgation de la Constitution en 2010. Des mesures de responsabilisation ont été prises dans des institutions

clefs comme la magistrature ou le Bureau du Directeur des poursuites pour faire en sorte qu'elles s'acquittent de leur mandat conformément à la loi et aux normes les plus élevées. Le Kenya est ainsi bien équipé pour engager des poursuites contre ses nationaux qui commettent des infractions graves sur son territoire et dans d'autres pays au service de missions des Nations Unies. La principale difficulté à laquelle il est confronté tient au fait qu'il est assez long d'obtenir une levée de l'immunité des intéressés par le Secrétaire général, ce qui retarde les poursuites pénales. Malgré les lacunes existantes dans la législation et la compétence pouvant être exercée, la délégation kényane encourage les États Membres à fermer la fenêtre d'impunité et à faire en sorte que les infractions pénales ne restent pas impunies.

36. Le problème est encore aggravé par l'absence de dispositions juridiques exhaustives prévoyant une procédure intégrée en matière de plaintes et d'enquêtes. Les mesures correctives adoptées par l'Assemblée générale dans plusieurs résolutions, si elles sont correctement appliquées, pourraient remédier à cette carence. La délégation kényane demande toutefois qu'une loi type soit élaborée pour guider les États face aux difficultés qu'ils rencontrent et éventuellement qu'ils soient aidés à incorporer cette loi dans leur législation nationale.

37. La délégation kényane se félicite des mesures prises pour former le personnel aux normes de conduite des Nations Unies, y compris avant le déploiement et en cours de mission, de même que de l'assistance technique offerte par l'Organisation aux États Membres qui demandent un appui pour parfaire leur législation pénale. Les États devraient coopérer davantage aux enquêtes pénales ou aux procédures d'extradition s'agissant des infractions graves commises par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies.

38. **M. Treger** (Israël) dit que sa délégation craint que si les infractions commises par des fonctionnaires des Nations Unies ne font pas l'objet d'enquêtes appropriées, le mandat de l'Organisation des Nations Unies n'en pâtisse, en particulier s'agissant des relations entre l'Organisation et les pays hôtes. Il attend avec intérêt de voir comment les différents États développeront leur législation nationale applicable aux infractions commises par leurs nationaux affectés à des missions des Nations Unies, et il exhorte les États

Membres à prendre les mesures voulues pour que ces infractions ne restent pas impunies.

39. Notant que le Bureau des affaires juridiques a renvoyé 22 affaires aux États pour qu'ils enquêtent et éventuellement engagent des poursuites contre leurs nationaux pris en qualité de fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies (A/70/208, par. 28), la délégation israélienne exhorte ces États à informer l'Organisation des mesures prises par leurs autorités nationales dans ces affaires.

40. La délégation israélienne se félicite de la décision de l'Organisation d'exhorter les États à prendre toutes les mesures voulues pour faire en sorte que les infractions commises par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies ne restent pas impunies et exhorte le Secrétaire général à continuer de prendre des mesures concrètes dans les limites de son pouvoir pour renforcer les activités de formation aux normes de conduite des Nations Unies. Ces efforts sensibiliseront les États au problème de la conduite qui doit être celle de leurs nationaux affectés à des missions des Nations Unies et de la prévention des infractions.

41. **M^{me} Carnal** (Suisse) dit qu'il est du devoir des États Membres et du Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour prévenir la commission d'infractions par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies et de faire en sorte que de telles infractions ne restent pas impunies. La délégation suisse appuie toutes les mesures visant à améliorer le système de notification et appelle l'attention sur les recommandations figurant dans le dernier rapport du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/357-S/2015/682). Le Secrétaire général devrait nommer les États concernés; de plus, étant donné que les notifications sont très incomplètes, la résolution de l'année en cours devrait prier expressément les États Membres de rendre compte des progrès réalisés dans les enquêtes, les poursuites et les mesures disciplinaires sous leur juridiction, y compris dans les affaires des années précédentes, et de rendre compte des mesures concrètes prises pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent.

42. L'élaboration d'une convention internationale serait une mesure appropriée pour remédier efficacement et durablement au problème. Les États parties à la nouvelle convention pourraient, par exemple, simplement s'engager à élargir leur compétence afin de

pouvoir connaître des infractions graves commises par leurs nationaux alors qu'ils sont en mission et prendre des mesures pour prévenir la commission de telles infractions. La Suisse est favorable à la création d'un comité spécial intersessions ou d'un mécanisme similaire chargé de réfléchir au contenu d'une telle convention.

43. **M^{me} Elgarf** (Égypte) dit que le sujet est d'une importance particulière en Afrique, où plusieurs opérations de maintien de la paix sont déployées. La délégation égyptienne appuie la politique de tolérance zéro à l'égard de toutes les infractions, en particulier les infractions graves, commises par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. Ces infractions doivent faire l'objet de poursuites dans l'État de nationalité de la personne qui en est accusée. Une assistance devrait être fournie aux États pour les aider à remédier aux lacunes de leur législation afin qu'ils puissent assumer cette responsabilité. La législation égyptienne prévoit l'ouverture immédiate d'une enquête et l'engagement de poursuites contre les personnes accusées de telles infractions, ainsi qu'une formation aux normes de conduite et aux lois des pays hôtes des Égyptiens qui participent à des missions des Nations Unies.

44. **M^{me} Thanarat** (Thaïlande) dit que l'impunité compromet l'intégrité, la crédibilité et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix. À cet égard, la Thaïlande a participé activement au Sommet de dirigeants sur le maintien de la paix qui a eu lieu en septembre 2015 et souscrit à la déclaration de celui-ci selon laquelle, pour que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies soient efficaces, il est essentiel que l'ensemble du personnel qui y est affecté se conduise comme il convient et soit assujéti à une discipline. La délégation thaïlandaise réaffirme également son appui à la politique de tolérance zéro de l'Organisation s'agissant de toutes les formes d'exploitation et d'abus sexuels.

45. En tant que pays fournissant des contingents, la Thaïlande considère indispensable que les soldats de la paix comprennent leurs missions et statut. Elle réaffirme donc l'importance de la formation préalable au déploiement et l'initiation en cours de mission concernant l'obligation de respecter les normes de conduite des Nations Unies ainsi que les lois et règlements du pays hôte. À cet égard, elle sait gré au Département des opérations de maintien de la paix et

au Département de l'appui aux missions de l'appui technique qu'ils fournissent à la formation des fonctionnaires et policiers thaïlandais avant leur déploiement.

46. La Thaïlande est favorable à l'accroissement du rôle des femmes dans les opérations de maintien de la paix. Elle a fourni un certain nombre de femmes soldats de la paix, dont la majorité ont été chargées de lutter contre la violence sexuelle ou sexiste et de promouvoir des mesures de prévention et de protection au bénéfice des femmes et filles vulnérables. Les femmes soldats de la paix ont un rôle crucial à jouer dans l'aide aux survivants et aux témoins. Il faut espérer que la tendance naturelle des femmes victimisées à s'ouvrir aux soldates de la paix contribuera à une augmentation du nombre des incidents signalés et à une diminution du nombre des infractions impunies.

47. La délégation thaïlandaise demande aux États d'envisager d'établir leur compétence pour connaître des infractions graves commises par leurs nationaux au service des missions des Nations Unies. Elle appuie les efforts que fait le Secrétaire général pour exercer son pouvoir discrétionnaire de lever l'immunité des personnes accusées, et appuie vigoureusement la coopération entre les États à cet égard.

48. **M. Rao** (Inde) dit que l'augmentation du nombre des affaires mettant en cause des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies renvoyées aux États pour enquête et poursuites est préoccupante. Il note avec satisfaction que le rapport du Secrétaire général (A/70/208, par. 36) indique que les activités de sensibilisation continuent de souligner l'obligation incombant à l'ensemble du personnel des Nations Unies de respecter les lois du pays hôte ainsi que les conséquences de tout manquement à cet égard.

49. L'application de la résolution 69/114 de l'Assemblée générale, qui engage vigoureusement tous les États à envisager d'établir leur compétence pour connaître des infractions commises par leurs nationaux alors qu'ils sont au service des Nations Unies en qualité de fonctionnaires et d'experts en mission contribuera à combler le vide juridique s'agissant des États Membres qui n'exercent pas de compétence extraterritoriale pour connaître des infractions commises à l'étranger par leurs nationaux.

50. S'attaquer aux manquements des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies ne nécessite pas

l'élaboration d'une convention internationale. Les États Membres devraient plutôt veiller à ce que leurs lois prévoient la compétence de leurs tribunaux et contiennent des dispositions appropriées pour engager des poursuites contre leurs nationaux ayant commis de tels actes. À cet égard, le Code pénal et le Code de procédure pénale indiens contiennent des dispositions réprimant les infractions commises extraterritorialement par des Indiens et prévoyant une entraide judiciaire en matière pénale. La Loi indienne sur l'extradition de 1962 régit l'extradition des délinquants en fuite et autorise l'extradition sur la base d'un traité bilatéral ou d'une convention internationale.

51. **M. Pham Quang Hieu** (Viet Nam), tout en reconnaissant la contribution précieuse que les soldats de la paix des Nations Unies apportent à la réalisation des buts et principes de la Charte, considère que les intéressés doivent respecter la législation du pays hôte comme celle de leur pays de nationalité. Il réaffirme l'appui de sa délégation à la politique de tolérance zéro à l'égard de toutes les formes d'exploitation et d'abus sexuels.

52. La délégation vietnamienne souligne qu'il importe de prendre les mesures voulues pour combler les lacunes juridictionnelles afin que les infractions graves commises par des fonctionnaires des Nations Unies en mission ne restent pas impunies. À cet égard, le Viet Nam a inséré dans son Code pénal une disposition lui permettant d'exercer sa compétence pour connaître des infractions commises par des Vietnamiens à l'étranger dans certaines circonstances. Il a aussi conclu des accords d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale avec de nombreux pays.

53. La délégation vietnamienne appuie pleinement les efforts que continue de faire le Secrétaire général pour former le personnel des Nations Unies avant son déploiement et en cours de mission. Chaque État Membre a toutefois également le devoir de s'employer à mettre fin à l'impunité et de prévenir les infractions. À cette fin, le Viet Nam a créé en 2014 le Centre du Viet Nam pour le maintien de la paix, qui est chargé de dispenser une formation dans le pays aux fonctionnaires avant leur déploiement et a vocation à devenir un centre de formation de personnel talentueux et dévoué.

54. **M. Remaoun** (Algérie) dit que sa délégation est préoccupée par la persistance des affaires d'exploitation et d'abus sexuels. Il est essentiel de faire

en sorte que l'action de l'Organisation des Nations Unies ne soit pas la source de nouvelles souffrances pour les peuples que l'Organisation est censée servir. Les travaux de la Commission au titre de ce point de l'ordre du jour sont donc de plus en plus urgents, si l'on songe que plus de 120 000 personnes sont employées au sein de plus de 39 missions politiques spéciales et opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

55. Le représentant de l'Algérie se félicite de la constitution d'équipes spéciales permanentes chargées de lutter contre l'exploitation et les abus sexuels au sein de la plupart des opérations de paix et exprime l'espoir que l'objectif de création d'équipes d'intervention immédiate chargées de recueillir et de conserver les preuves dans les 72 heures suivant le dépôt d'une plainte sera réalisé. La délégation algérienne se félicite également qu'il soit prévu d'adresser aux missions au début de 2016 des directives détaillées sur les normes et procédures à suivre pour alerter le Siège de l'ONU en cas d'infractions commises par des civils, des militaires ou des fonctionnaires de police. À cet égard, la délégation algérienne est prête à coopérer pour conclure le débat en cours sur la proposition d'élaborer une convention internationale relative à la responsabilité du personnel des Nations Unies en cas d'infractions commises dans le cadre d'opérations de maintien de la paix.

56. Il faut aussi se féliciter de la mise en œuvre de mesures préventives et concrètes par les missions hors Siège pour renforcer la formation aux normes de conduite des Nations Unies. Les enseignements tirés en ce qui concerne la prévention pourront également être utiles à des organisations régionales comme l'Union africaine. À cet égard, le représentant de l'Algérie note les mesures qui sont prises par la Commission de l'Union africaine pour finaliser un cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine propre à renforcer le partenariat dans le domaine de la paix et de la sécurité.

57. **M^{me} Kamara** (Libéria) dit que si sa délégation se félicite des mesures prises par l'Organisation pour engager la responsabilité de ses fonctionnaires et experts en mission, elle ne peut que souscrire à l'affirmation selon laquelle le comportement de certains éléments dans le cadre d'opérations de maintien de la paix est une violation flagrante du devoir de protection. Le Libéria appuie la politique de tolérance zéro en cas d'exploitation et d'abus sexuels;

il appuie également l'exercice par les États Membres de leur compétence lorsque leurs nationaux semblent faire l'objet d'une enquête. La délégation libérienne demande donc aux États auxquels des affaires ont été renvoyées d'honorer leur engagement d'enquêter et de poursuivre, car ne rien faire reviendrait à acquiescer à l'impunité.

58. Il faut faire davantage d'efforts pour remédier aux infractions graves qui sont commises, y compris en encourageant les lanceurs d'alerte à les révéler. Des informations récentes selon lesquelles un lanceur d'alerte aurait été puni pour avoir fourni des informations sur la conduite pénalement répréhensible de fonctionnaires des Nations Unies affectés à des missions de maintien de la paix sont encore plus troublantes. Adopter une convention, comme le recommande le Groupe d'experts juridiques, pour faire en sorte que les fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies soient tenus responsables de leurs actes serait peut-être une solution.

59. **M^{me} Butts** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis appuient pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation contre l'exploitation et les abus sexuels et estime que le Secrétaire général doit agir vigoureusement pour que de tels actes ne se reproduisent plus dans des opérations de maintien de la paix, notamment en renforçant les mécanismes d'enquête en cas d'allégations.

60. Ces derniers mois, des allégations d'exploitation et d'abus sexuels particulièrement épouvantables qui auraient été commises dans le cadre d'opérations de maintien de la paix ont été accompagnées d'informations décourageantes émanant du Groupe indépendant de haut niveau et du Bureau des services de contrôle interne indiquant que ces actes sont loin d'être tous signalés et que l'Organisation n'est pas en mesure de faire respecter l'interdiction des transactions sexuelles et des relations sexuelles relevant de l'exploitation entre les soldats de la paix des Nations Unies et des membres de la population des pays hôtes. La délégation des États-Unis compte que les initiatives exposées dans le rapport du Secrétaire général sur les mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (A/69/779) seront pleinement mises en œuvre. La Commission devrait examiner avec soin sa résolution annuelle sur la responsabilité pénale et la renforcer comme il convient. Elle pourrait comprendre de nouvelles mesures visant à renforcer la notification des affaires et leur suivi, et des

initiatives pratiques consistant par exemple à incorporer le rapport annuel sur la responsabilité pénale au rapport général sur l'exploitation et les abus sexuels.

61. La délégation des États-Unis réfléchit activement à la question de savoir si une convention pourrait jouer un rôle utile s'agissant de combler les lacunes de leur droit interne qui empêchent les États Membres d'engager des poursuites contre leurs nationaux. La loi fédérale des États-Unis permet d'engager des poursuites contre des nationaux des États-Unis du chef d'infractions commises à l'étranger, y compris les abus sexuels sur la personne d'enfants, la traite des êtres humains, la corruption de fonctionnaires étrangers et un certain nombre d'autres infractions graves dans des circonstances spécifiques.

62. Comme l'Organisation ne peut poursuivre les personnes accusées d'exploitation et d'abus sexuels, c'est aux États Membres qu'il incombe de prendre les mesures voulues pour engager la responsabilité pénale des intéressés. Il est encourageant d'apprendre que les pays fournissant des soldats et des policiers ont réagi vigoureusement et positivement à l'appel à la responsabilisation lancé par le Secrétaire général lors des consultations tenues par le Conseil de sécurité le 17 septembre 2015.

63. **M. Daté** (Côte d'Ivoire) dit que sa délégation appuie avec force les diverses résolutions de l'Assemblée générale exhortant les États à prendre toutes les mesures voulues pour que les infractions commises par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies ne restent pas impunies et que, sans préjudice des privilèges et immunités dont ces personnes et l'Organisation des Nations Unies jouissent en droit international, les auteurs de ces infractions soient traduits en justice dans le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme, y compris les droits de la défense.

64. La délégation ivoirienne remercie le Secrétaire général pour la qualité de son rapport sur le sujet (A/70/208). Elle exhorte également les États à envisager d'établir leur compétence pour connaître des infractions, en particulier des infractions graves, commises par leurs nationaux alors qu'ils sont au service des Nations Unies en tant que fonctionnaires ou experts en mission. La présence de l'Organisation devrait rassurer les populations et les parties au conflit, et non leur inspirer la crainte, et les membres des

missions doivent donc être au-dessus de tout soupçon. Une collaboration étroite entre les États Membres est nécessaire pour que les enquêtes sur de tels crimes et les poursuites engagées soient efficaces.

65. **M. Onn** (Malaisie) dit que sa délégation déplore les informations faisant état d'actes d'exploitation et d'abus sexuels qui auraient été commis par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. Comme il est extrêmement difficile d'engager la responsabilité pénale de ceux-ci sans la coopération de l'État d'envoi, les travaux de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions sur ce problème revêtent une grande importance s'agissant d'assurer que des mesures préventives adéquates sont mises en place par une formation préalable au déploiement et une sensibilisation à l'existence de mécanismes de justice pénale pouvant être utilisés lorsque de telles infractions graves sont commises.

66. Pour sa part, la Malaisie est compétente pour connaître des infractions commises par son personnel militaire, agissant en qualité de fonctionnaires et experts en mission, en vertu de la Loi de 1972 sur les forces armées, dont les dispositions demeurent applicables à ce personnel lorsqu'il est déployé. La Malaisie peut aussi exercer une compétence pénale extraterritoriale pour connaître de crimes graves comme le terrorisme, les atteintes à l'autorité de l'État, la corruption, le blanchiment de capitaux, le trafic de drogues et la traite des êtres humains.

67. La délégation malaisienne appuie l'appel lancé par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/1144 pour que les États coopèrent entre eux et avec l'Organisation en ce qui concerne l'échange d'informations et la facilitation des enquêtes et des poursuites. La Loi malaisienne de 1992 sur l'extradition et la Loi de 2002 sur l'entraide en matière pénale, ainsi que toute une série de traités sur la question, donnent son fondement juridique à une telle coopération internationale.

68. En ce qui concerne l'élaboration d'un projet de convention, la délégation malaisienne estime que les questions auxquelles il faut encore réfléchir en détail comprennent les définitions des termes qui seront utilisés dans le projet de convention, en particulier s'agissant de l'expression « infractions graves », le champ d'application de la convention, la limitation des types d'infractions et le principe de la double incrimination.

69. **M. Zamora Rivas** (El Salvador) dit que pour El Salvador, qui est parmi les États ayant bénéficié d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies, le sujet de la responsabilité pénale revêt une grande importance en ce qu'il rend compte des difficultés diverses auxquelles les États doivent faire face et de la vulnérabilité particulière de leurs populations dans des situations comme les conflits armés et les catastrophes. La délégation salvadorienne est donc convaincue que de telles circonstances exigent que les missions des Nations Unies soient menées dans le strict respect des buts et principes de la Charte de l'Organisation et de toutes les obligations qu'impose l'état de droit.

70. El Salvador a pris diverses mesures pour établir sa compétence pour connaître des infractions commises par ses nationaux au service des Nations Unies comme fonctionnaires ou experts en mission. En janvier 2015, l'Assemblée législative a adopté une loi provisoire spéciale pour donner effet à la résolution 2100 (2013) du Conseil de sécurité relative à la création de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Comme l'objectif de cette loi est de réglementer la collaboration d'El Salvador avec la MINUSMA, elle comprend des dispositions dont le principal objectif est d'assurer que les infractions éventuellement commises feront dûment l'objet de poursuites en El Salvador. Ainsi, l'article 5 dispose que le personnel du contingent salvadorien sera tenu de respecter les lois et coutumes locales et de s'abstenir de tout acte incompatible avec l'esprit de la mission; de plus, il établit expressément la compétence des tribunaux nationaux à l'égard de ce personnel.

71. La délégation salvadorienne appuie avec force la politique de tolérance zéro de l'Organisation en matière d'exploitation et d'abus sexuels et souligne qu'il faut introduire des réformes pour que les mécanismes d'enquête de l'Organisation soient efficaces, impartiaux et indépendants.

72. **M. Atlassi** (Maroc) dit que sa délégation se félicite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 69/114 concernant les efforts que fait la communauté internationale pour lutter contre l'impunité s'agissant des infractions graves commises par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. Toute infraction pénale commise par un fonctionnaire ou un expert en mission doit faire l'objet de poursuites judiciaires devant les tribunaux compétents de l'État de nationalité de l'intéressé. La

délégation marocaine est convaincue de la nécessité de consolider la coopération des États Membres entre eux et avec l'Organisation, en particulier en ce qui concerne les allégations sérieuses d'infractions pénales, ainsi que les échanges d'informations et la promotion de mesures visant à faciliter les enquêtes et les poursuites.

73. La délégation marocaine reconnaît qu'il importe de renforcer le dispositif de prévention de l'impunité et de s'employer parallèlement à prévenir les manquements, à améliorer la formation juridique du personnel civil et militaire de chaque État sur sa responsabilité pénale au regard du droit interne et du droit international, et à sensibiliser ce personnel aux procédures applicables lorsque des infractions ont été commises.

74. La légitimité de l'action de l'Organisation dépend en grande partie de la confiance dont elle jouit. Les infractions commises par des membres des missions des Nations Unies portent préjudice non seulement aux victimes et à l'État hôte, mais à la communauté internationale dans son ensemble. Pour préserver la crédibilité de l'Organisation, les États Membres doivent conjuguer leurs efforts afin de garantir que ces infractions ne restent pas impunies. De même, lorsqu'il est établi à l'issue d'une enquête administrative que des allégations sont sans fondement, l'Organisation doit prendre toutes les mesures voulues pour rétablir la réputation du fonctionnaire ou de l'expert concerné.

75. **M. Leonidchenko** (Fédération de Russie) dit que son Gouvernement appuie pleinement la politique de tolérance zéro à l'égard des infractions commises par des fonctionnaires des Nations Unies et estime que l'Organisation doit concentrer ses efforts sur la prévention de telles infractions. La délégation russe est particulièrement troublée par les actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par des membres du personnel des Nations Unies. Les enquêtes menées dans de tels cas doivent l'être dans le strict respect du droit international, le rôle principal dans l'exercice de la compétence revenant à l'État de nationalité du fonctionnaire.

76. La série de mesures préventives élaborées avec la participation de l'Assemblée générale est dans l'ensemble à la mesure de l'ampleur du problème. Il est primordial que le Secrétariat informe pleinement et immédiatement l'État concerné lorsque ses nationaux

sont soupçonnés d'avoir commis des infractions au service des Nations Unies.

77. La délégation russe se félicite que les personnes participant à des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales bénéficient d'une formation et d'une initiation préliminaires.

La séance est levée à 17 h 25.